



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénäic, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

Absents

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 8 décembre 2023
Délibération n°DCC2023_199

Objet **Modification du tableau des emplois**

Rapporteur Bernard GOALEC

Service Service Ressources Humaines

Thème Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

Exposé des motifs :

Suite aux différents mouvements au sein des services durant l'année 2023 et aux dernières créations d'emploi, il est proposé la mise à jour du tableau des emplois :

- Direction générale des services

Un emploi d'accueil de directeur général adjoint à temps complet avait été créé en 2023, afin de permettre un tuilage entre l'ancien DGS ayant demandé sa mutation, et le nouvel agent arrivé en mai 2023.

Il est donc proposé de supprimer cet emploi, grades minimums : attaché / ingénieur, grades maximums : attaché hors classe / ingénieur principal.

- Pôle service à la population

Fin 2021, un emploi d'agent d'accueil à temps non complet à 28/35ème avait été créé dans le cadre de la Maison des services publics.

Ce poste n'a été occupé que 6 mois par un agent contractuel en 2022. Depuis, plusieurs organisations ont été testées qui n'ont pas confirmé le besoin. La mission d'accueil de la MSP étant aujourd'hui assurée par l'ancien emploi de chargé d'accueil à temps complet au sein du service affaires générales. Cet agent étant parti pour mutation.

Il est donc proposé de supprimer l'emploi d'agent d'accueil à temps non complet à 28/35ème, grades minimums : adjoint administratif / adjoint d'animation / agent social ; grades maximums : Adjoint administratif principal 1ère classe, adjoint d'animation principal de 1ère classe, agent social principal de 1ère classe.

- Pôle aménagement

En 2019, un emploi permanent de chargé de mission mobilité avait été créé pour une durée de 3 ans, avant la prise de compétence en la matière de la Communauté.

Depuis, suite au transfert de la compétence et la mise en œuvre de la politique mobilité, un emploi de chargé de la politique et des projets mobilité a été créé en septembre 2022.

Il est donc proposé de supprimer l'emploi de chargé de mission mobilité à temps complet, relevant du grade d'attaché.

Dans le cadre de la structuration du pôle aménagement en 2021, un emploi de responsable urbanisme avait été créé. Cet emploi n'a été pourvu qu'en février 2023 suite au départ de l'agent occupant l'emploi de coordonnateur chargé d'urbanisme.

Il est donc proposé de supprimer l'emploi de coordonnateur chargé d'urbanisme à temps complet, grades minimums : rédacteur, technicien ; grades maximums : attaché, ingénieur.

- Pôle technique

Le pôle technique a revu son organisation en 2023 avec les créations et suppressions de plusieurs emplois. L'emploi de chargé d'opération ingénierie a notamment été créé, correspondant à l'ancien poste de chargé du suivi des contrats DSP eau / assainissement, avec des modifications de missions. Comme prévu par la délibération du 14 avril 2023, il est proposé de supprimer l'emploi de chargé du suivi des contrats DSP eau / assainissement à temps complet, l'agent l'occupant ayant quitté la collectivité en mai 2023. Grades : Ingénieur, Groupe V ou Groupe VI Convention collective eau & assainissement.

L'agent occupant l'emploi de secrétaire du pôle technique a fait valoir ses droits à la retraite en juin 2023.

Du fait de la réorganisation des missions du pôle, chaque technicien reprend ses missions propres de secrétariat.

Il est donc proposé de supprimer l'emploi de secrétaire du pôle technique à temps complet, relevant du cadre d'emploi d'adjoint administratif.

Suite à la dissolution du SIVOM de la Région du Faou en 2012, un agent administratif avait été repris dans les effectifs de la Communauté, au titre de sa compétence développement économique. Cet agent était mis à disposition des collectivités membres, notamment du Syndicat départemental d'énergie et d'équipement du Finistère (SDEF), où l'agent avait la majorité de ses heures sur les dernières années. Un poste s'étant libéré au SDEF, l'agent a demandé sa mutation en mai 2023.

Il est donc proposé de supprimer cet emploi d'agent administratif à temps complet, relevant du cadre d'emploi d'adjoint administratif.

- Renforcement des moyens au sein du service économie

Dans le cadre du projet de territoire et afin de mieux répondre aux besoins de la collectivité et du tissu économique local, il est envisagé de renforcer les capacités d'action du service économie dans un contexte post-covid marqué par de nouvelles contraintes et dynamiques (financières, foncières, transitions, ...).

Concrètement, il est proposé de renforcer quatre champs d'action du service :

- La stratégie économique du territoire et son pilotage
- Les capacités d'accueil et le parcours des entreprises, en intégrant notamment le pilotage des projets fonciers et immobiliers précédemment réalisé par le pôle technique
- L'accompagnement des entreprises et de leurs projets (maison de l'entreprise)
- L'emploi et la démarche « territoire zéro jeune chômeur »

Ces évolutions amènent à repenser l'organisation globale du service et faire évoluer les missions et, in fine, les emplois.

1. Création d'un emploi de responsable de la stratégie et du développement économique

Il est proposé de créer un emploi de responsable de la stratégie et du développement économique à temps complet, emploi de catégorie A, relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Les missions du poste sont les suivantes :

- Pilotage, coordination et suivi de la stratégie économique
- Pilotage en direct des actions structurantes en matière d'accueil résidentiel des entreprises (foncier et immobilier)
- Responsable du service économie
- Gestion de l'ensemble du service et de ses activités

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article L332-8 du code général de la fonction publique. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie A.

L'actuel emploi de Responsable du service économie sera supprimé une fois la nouvelle organisation établie.

2. Création d'un emploi de chargé d'accompagnement des entreprises et du développement des filières économiques

Afin de renforcer l'accompagnement des entreprises et la démarche emploi, dans l'objectif de consacrer du temps et de l'ingénierie sur, d'une part, l'accompagnement des entreprises et de leurs projets (volets accompagnement collectif et individuel) et, d'autre part, d'assurer le pilotage du projet emploi de la Communauté :

Il est proposé de créer un emploi de chargé d'accompagnement des entreprises et du développement des filières économiques à temps complet, emploi relevant de la catégorie A, grade d'attaché territorial.

Les missions du poste sont les suivantes :

- accompagnement des filières économiques
- accompagnement des entreprises/acteurs économiques (maison de l'entreprise)
- coordination du projet emploi

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article L332-8 du code général de la fonction publique. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie A.

3. Création d'un emploi de référent emploi

La Communauté a souhaité accompagner les entreprises dans leurs besoins de recrutement et aussi accentuer la dynamique emploi à destination des publics. Cela a donné lieu à la construction d'un premier plan d'actions en mars 2022.

Aujourd'hui celui-ci s'étoffe avec l'organisation notamment de temps forts sur le territoire qui sont à

pérenniser : job dating, portes ouvertes, différentes rencontres emplois. Le temps agent consacré à la mise en œuvre de ces actions est estimé à environ 0,5 ETP.

En parallèle, la Collectivité est sollicité par Défis emploi Pays de Brest pour partager un bilan sur le plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) porté par DEFIS Emploi Pays de Brest. La mission PLIE représenterait environ 0,5 ETP.

Il est proposé de créer un emploi permanent, de référent emploi à temps complet, emploi relevant de la catégorie B, grade de rédacteur territorial.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article L332-8 du code général de la fonction publique. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie B.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 15 novembre 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 24 novembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 31 octobre 2023

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 44

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

Article 1 :

- supprime l'emploi de directeur général adjoint à temps complet,
- supprime l'emploi d'agent d'accueil à temps non complet à 28/35ème,
- supprime l'emploi chargé de mission mobilité à temps complet,
- supprime l'emploi coordonnateur chargé d'urbanisme à temps complet,
- supprime l'emploi de chargé du suivi des contrats DSP eau / assainissement à temps complet,
- supprime l'emploi de secrétaire du pôle technique à temps complet,
- supprime l'emploi d'agent administratif à temps complet,
- crée un emploi de responsable de la stratégie et du développement économique à temps complet,
- crée un emploi de chargé d'accompagnement des entreprises et du développement des filières économiques à temps complet,
- crée un emploi de référent emploi à temps complet,

Article 2 : modifie le tableau des emplois,

Article 3 : inscrit les crédits correspondants au budget.